

Pierre Brochand (ex-DGSE) : «Pourquoi l'immigration est l'enjeu central de notre vie publique» (1/3) D'où venons nous ?

écrit par Antiislam | 7 décembre 2022



Par la crapulerie de nos « élites » depuis 40 ans, la France est placée dans une situation catastrophique.



L'immigration folle que nous vivons, et que le traître Macron intensifie encore aujourd'hui, est le coeur du coeur de nos problèmes gravissimes.

Pierre Brochand, qui a déjà alerté lors d'un colloque de la Fondation « Res Publica » (proche de de Chevènement) du péril immense que nous fait courir cette immigration folle , synthétise ici le dossier dans une allocution aux Gaullistes du Sénat.

Et, surtout, apporte des solutions à discuter largement.

Le texte étant assez long je l'ai découpé en trois parties que « Résistance Républicaine » diffusera successivement.

**Pierre Brochand (ex-DGSE) :
« Pourquoi l'immigration est
l'enjeu central de notre vie**

publique»

EXCLUSIF – Le 15 novembre, l'ancien patron des services secrets et ambassadeur a prononcé un discours sur l'immigration à l'Amicale gaulliste du Sénat. Un texte exceptionnel que *Le Figaro* s'est procuré. Pierre Brochand y résume tous les enjeux que fait peser une immigration incontrôlée et propose des solutions.

Pierre Brochand a été directeur général de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) de 2002 à 2008, ainsi qu'ambassadeur de France, notamment, en Hongrie et en Israël. Il est intervenu lors d'un colloque de la Fondation Res Publica sur le thème: «Pour une véritable politique de l'immigration».

AMICALE GAULLISTE DU SÉNAT

Intervention de Monsieur Pierre Brochand, Ambassadeur de France

15 novembre 2022-Salons de Boffrand de la Présidence du Sénat

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le Président de l'Amicale gaulliste,

Mesdames et Messieurs les sénateurs,

Je vous remercie de votre invitation. Elle est un grand honneur, pour quelqu'un qui a commencé à servir la France sous le Général de Gaulle et en garde, évidemment, une admiration inconditionnelle.

Vous m'avez demandé de parler d'immigration et j'ai suggéré qu'on ajoute « enjeu central ». J'aurais pu aussi bien proposer « enjeu principal ».

Pour deux raisons :

– D'un côté, j'estime que, de tous les défis qu'affronte notre pays, l'immigration est le seul qui menace la paix civile et, à ce titre, j'y vois un préalable à tous les autres.

– D'un autre côté, l'immigration exerce sur l'ensemble de notre vie collective un impact transversal, que je tiens pour globalement négatif.

Mais, faute de temps, je négligerai ce second aspect, qui se traduit concrètement par **une tiers-mondisation rampante de la société française et sa régression continue dans des domaines clés, tels que l'éducation, la productivité, les services publics, la sécurité, la civilité, etc.**

En d'autres termes, si tout ce qui va mal en France n'est pas la faute de l'immigration, loin s'en faut, elle y participe dans une mesure, à mon avis, très sous-estimée.

Disant cela, je précise aussitôt que mon sujet n'est pas l'immigration en général, laquelle n'est pas du tout un mal en soi, mais bien l'immigration très particulière que nous subissons depuis 50 ans.

Qui suis-je pour sonner le tocsin ?

A priori, je n'y étais pas destiné, puisque j'ai suivi un parcours exclusivement extérieur. Mais, avec le temps, je me suis aperçu, non sans angoisse, que les dures leçons, tirées de mes expériences au-dehors, s'avéraient de plus en plus pertinentes au-dedans, dès lors que, par le jeu de l'immigration, ce « dehors » était devenu notre « dedans ».

Quels sont ces enseignements ou ces vérités pas toujours bonnes à dire ?

D'abord, que le réel du monde n'est ni joli, ni joyeux, et qu'il est suicidaire de l'insulter, car, tel un boomerang, il se venge au centuple. Ensuite, que, dans l'action, le pire des

péchés est de prendre ses désirs pour des réalités. Que, si le pire n'est pas toujours sûr, il vaut mieux le prévoir pour le prévenir.

Que les sociétés « multi » sont toutes vouées à se déchirer.

Que nous ne sommes pas plus « malins » que les Libanais ou les Yougoslaves, pour faire « vivre ensemble » des gens qui ne le souhaitent pas.

Et, enfin surtout, que, dans les relations entre groupes humains, personne ne fait de cadeaux à personne, que **les conseillers – fussent-ils le *New York Times* ou SOS Méditerranée – ne sont jamais les payeurs** et que, si nous ne prenons pas en charge nos intérêts vitaux, nul ne le fera à notre place.

Deux indications complémentaires :

D'une part, je ne m'embourberai pas dans les chiffres. Car, avec près d'un demi-million d'entrées annuelles et **un taux de 40% d'enfants de 0 à 4 ans d'origine immigrée**, la cause me paraît entendue sur ce plan.

D'autre part, il est clair qu'à ce niveau-là, nous ne sommes plus dans l'addition de cas individuels – tous singuliers -, mais bien dans la réactivation de puissantes forces collectives, ancrées dans l'Histoire. Si bien que procéder à des généralisations raisonnables – ce que l'on conspu en général sous le nom d'amalgame – n'a en fait, pour moi, rien de scandaleux.

Ceci posé, je diviserai mon intervention en trois parties :

– **D'où venons-nous ?**

– **Où en sommes-nous ?**

– Où allons-nous ?

1. D'où venons-nous, ou, si l'on préfère, de quelle immigration est-il question ?

Commençons par tordre le cou au « canard », selon lequel la France aurait toujours été un pays d'immigration. Pendant 1000 ans, des Carolingiens à Napoléon III, rien ne s'est produit.

Depuis 1850, en revanche, nous avons connu trois vagues :

– La première a duré un siècle. D'origine euro-chrétienne, discrète, laborieuse, reconnaissante, régulée par l'économie et le politique, elle a représenté un modèle indépassable de fusion réussie.

– La deuxième a commencé dans les années 1970 et n'a fait que s'amplifier depuis. Elle est l'exact contraire de la première.

C'est une immigration de peuplement irréversible, qui n'est calibrée ni par l'emploi, ni par le politique, mais engendrée par des droits individuels, soumis au seul juge national ou supranational. Nous sommes, donc, submergés par des flux en pilotage automatique, « en roue libre », dont les Français n'ont jamais explicitement décidé.

Mais, surtout, l'écart identitaire qui nous sépare des arrivants n'a aucun équivalent dans notre Histoire.

Tous viennent du « tiers-monde », de sociétés hautement défailtantes, et la majorité est de religion musulmane, ainsi qu'originaires de nos anciennes colonies. De plus, tous sont, comme on le dit aujourd'hui, « racisés ».

– La troisième lame a été déclenchée, il y a 10 ans, par le soi-disant « Printemps arabe », dont elle est une des conséquences néfastes. C'est pourquoi elle a d'abord pris la forme d'une crise d'urgence, rapidement devenue permanente,

sous l'impulsion d'un nouveau dévoiement du droit, cette fois le droit d'asile, au besoin conforté par le droit de la mer et celui des mineurs.

Voir la suite (2ème partie) publiée une demi-heure après cet article.